

STV-FVK Fachgruppe für Vermessung und Kulturtechnik = UTS-MGR Groupement professionnel en mensuration et génie rural

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Vermessung, Photogrammetrie, Kulturtechnik : VPK = Mensuration, photogrammétrie, génie rural**

Band (Jahr): **81 (1983)**

Heft 7

PDF erstellt am: **18.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Politique professionnelle

Suivant la situation conjoncturelle de notre économie, on entend de plus en plus de critiques sur l'avenir de notre profession. Un autre point d'interrogation est certainement justifié concernant les tendances, dans notre profession, à la rationalisation et à l'automatisation dans les mensurations. On doit s'interroger sur la manière dont l'ASTG a été écartée des discussions de REMO et ceci par manque de connaissances. Il ne faut pas se lamenter. Notre association manque de «punch» et ceci est dû au manque de souplesse dans les discussions avec d'autres associations. Le même cas se retrouve dans les contacts avec les autorités, la direction des mensurations et les bureaux cantonaux de mensuration.

L'ASTG devra tout d'abord clarifier ses propres désirs et ses buts, puis contacter ensuite les différents bureaux et autorités.

Trois points semblent aujourd'hui importants pour l'ASTG:

- Le maintien de la formation des techniciens-dessinateurs basée sur le niveau actuel.
- La structure hiérarchique de formation de techniciens-géomètres doit être maintenue.
- Les conditions de travail de base ne doivent pas être modifiées par l'introduction du système informatique.

Les tendances ne sont pas encore très claires, mais le remplacement du technicien-géomètre par un «manœuvre spécialisé» semble proche.

Formation professionnelle

La formation professionnelle du technicien-géomètre est réglée par différentes lois et ordonnances. On peut se poser la question de savoir si toutes les personnes qui s'occupent de la formation des apprentis connaissent tous les articles des lois y relatives. Les règlements fixent la formation. Une certaine sécurité est, de ce fait, garantie, mais en même temps, elle est une arme à double tranchant. Le dynamisme du développement des moyens techniques nous préoccupe et nous contraint à adapter la formation professionnelle. On pourrait utiliser, par exemple, la réforme officielle de la mensuration ou l'aboutissement prochain du développement du système informatique. En d'autres termes, quels buts de formation devons-nous choisir pour garantir un travail fonctionnel pour nos apprentis?

Qui va changer les articles assez rapidement et qui va redessiner l'image nouvelle de notre profession?

En feuilletant les articles importants concernant la formation d'apprentis, nous constatons que la plupart visent la capacité d'apprendre à dessiner. Dans quel but?

Formation continue

En principe, il y a trois articles dans les statuts de l'ASTG qui règlent la formation continue.

L'association a pour but le maintien et l'avancement des intérêts professionnels, économiques et légitimes de ses membres, but qu'elle essaie d'atteindre par le biais de la formation continue: cours, exposés, excursions et échanges d'expériences.

La totalité de ces frais de formation continue est supportée par la caisse centrale à raison de 40%. Par année, un montant de Fr. 5000.- pour toute la Suisse est disponible! Un petit calcul s'impose. Les entrées annuelles de l'association atteignent environ Fr. 70 000.-. Pour la formation continue, le montant est limité à Fr. 5000.-. Le journal de notre association nous coûte Fr. 24 000.-. Utilisons-nous les moyens et les efforts pour la formation continue à bon escient?

C'est justement à présent que notre association devrait ne pas négliger cette formation continue. Plusieurs solutions peuvent être envisagées. La formation traditionnelle pourrait être améliorée dans les disciplines suivantes: implantation des constructions, règlement de construction, registre foncier, formation des apprentis, conduite du personnel, etc.

Ces cours devraient couvrir toute la Suisse et devraient être donnés par des spécialistes compétents.

Avec l'introduction de la nouvelle loi sur la formation professionnelle, on pourrait penser que, pour porter le titre de technicien, une école technique serait à suivre par le candidat. Dans plusieurs autres professions, ces écoles sont obligatoires. Ne serait-il pas envisageable de faire de même pour certaines branches de notre profession?

La position des différentes associations professionnelles concernant ce thème est importante.

Organisation et information dans l'ASTG

L'ASTG a 12 sections. 1157 membres sont ainsi affiliés. Pendant l'année, en plus du comité central, 3 commissions se partagent le travail. Les 9 autres institutions sont uniquement des bureaux. Cette organisation semble satisfaire aux exigences d'aujourd'hui. Il doit cependant y avoir une lacune, car l'information ne circule pas. Chaque année, des heures de travail fructueux de membres actifs sont perdues. Qui doit être

informé? En principe, ce sont les commissions qui informent les autres commissions et le comité central. Le comité central informe les commissions et les sections des affaires courantes. Comment passe l'information? En principe par le journal. Les informations qui chargent inutilement le journal devraient être transmises par voie interne. Le canal interne ne nous dispense pas du devoir d'utiliser le journal! Nous sommes également arrivés au point où de nouveaux chemins doivent être inventés pour éviter que la voix de l'ASTG ne se taise pour toujours.

Brochure de prospection

Au cours des 10 dernières années, le nombre des membres se stabilisait autour de 1100 personnes, alors que le nombre des jeunes techniciens-géomètres et dessinateurs s'accroissait. Pour cette raison, il y a deux ans, le comité central chargeait la commission pour les questions professionnelles d'élaborer un plan de recrutement. Les motivations pour une campagne de promotion étaient amplement connues. Le leitmotiv évoqué dans cette brochure était l'offre et les possibilités de formation, les loisirs de notre association. Nous avons ainsi rempli la mission de la brochure qui doit montrer ce que l'ASTG est, ce qu'elle fait et ce qu'elle veut.

Le manque d'un professionnel de prospection a été constaté dès le début par la commission. Avec l'aide de maisons connues comme Wild et Collioud une brochure de prospection a été réalisée, disponible dans la répartition suivante: 10 000 ex. en allemand, 4000 en français, 1000 en italien, 500 en romanche.

Chaque section, chaque membre est prié d'utiliser cette brochure à des fins de propagande. Vous êtes tous mis à contribution pour servir la cause de notre association. Même si quelques passages sont formulés d'une manière un peu exagérée, ceci servira à déclencher le dialogue dans l'esprit de la session de Geroldswil. *O. Meili*

VSVT-Zentralsekretariat: ASTG secrétariat central:

Riant-Val, 1815 Baugy, Tel. 021/61 21 25

Stellenvermittlung

Auskunft und Anmeldung:

Service de placement pour tout renseignement:

Ali Frei, Glattalstr. 100, 8052 Zürich
Tel. 01/216 27 54 Geschäft
Tel. 01/30102 61 Privat

STV-FVK/UTS-MGR

Fachgruppe für Vermessung
und Kulturtechnik

Groupement professionnel en mensuration
et génie rural

Jahresbericht des Präsidenten für das Jahr 1982

Berufsbildung – Investition für die Zukunft

Wir neigen dazu, auf Ereignisse, die 1982 für Schlagzeilen sorgten, mit Gleichgültigkeit zu

reagieren oder sie zu vergessen. Ereignisse, die die Weltöffentlichkeit beschäftigten, und Ereignisse, die in unserem Land den Alltag bewegten. Darunter fällt auch die stets grösser werdende Zahl von Arbeitslosen; die Schweiz ist davon nicht ausgenommen. Betriebsschliessungen, Kurzarbeit, Konkurse und eine arg gebeutelte Staatskasse verbei-

ten Unsicherheit und Zweifel. Die Grenzen unseres Wohlfahrtsstaates werden sichtbar. Es muss die Überzeugung reifen, dass nur ein fundiertes berufliches Wissen zusammen mit einem soliden handwerklichen Können uns in Zukunft unsere Arbeitsplätze sichert. Ich zitiere dazu Ed. J. Logoz, STV-Sekretär, Ecublens: «Es gibt nur einen Weg – den gesunden Menschenverstand und unsere Erfindungskraft walten zu lassen. Ausgehend von der Bilanz unserer Stärken und Schwächen und unter Berücksichtigung der sich stetig beschleunigenden Entwicklung gilt es, die Kräfte auf die Forschung in den Spitzentechnologien zu konzentrieren. Die Basis für die Realisierung einer Idee bildet eine berufliche Ausbildung, die sich bewährt hat – allen voran die Ausbildung an einer HTL. Dann und nur dann können wir unsere Zukunft und diejenige unserer Kinder mit Vertrauen erwarten.»

So haben wir es in der Hand, auch unsere berufliche Zukunft selber zu steuern. Gerade das verflossene Jahr zeigte, wie wichtig es ist, sich zu engagieren. Geleitet von diesem Ziel, behandelte der Vorstand an verschiedenen Sitzungen und Besprechungen die anstehenden Aufgaben.

Reform Amtliche Vermessung

Nachdem die Stellungnahme der Fachgruppe und des STV zum Grobkonzept der RAV an der letzten GV bereinigt und verabschiedet wurde, war es um dieses Projekt ruhig. Erst auf eine persönliche Anfrage hin orientierte die Eidg. Vermessungsdirektion über den Stand der Dinge (vgl. VPK 1/83 und 2/83).

Blockkurse

Im Frühjahr 1982 wurde das Problem der Regionalisierung des Berufsschulunterrichtes weiter bearbeitet. Das BIGA lud auf den 28. Juni 1982 die Gesamtkonferenz (DBK und Verbände) zur Schlussbesprechung ins Bundeshaus ein. Dabei wurden zwei Varianten für den Berufsschulunterricht der Vermessungszeichner einander gegenübergestellt:

1. Beibehaltung der Blockkurse in Zürich mit zwei Bedingungen:
 - a) Kostenbeitrag der Lehrbetriebe an Aufenthalt und Reise der Lehrlinge beim Besuch des interkantonalen Fachkurses.
 - b) Unterteilung des Blockunterrichtes in mindestens zwei Teile.
2. Dezentralisation des Unterrichtes mit wöchentlich einem Schultag in Zürich, Olten und Bern. Für die Lehrlinge des Kantons Graubünden und aus den übrigen Kantonen mit langen Reisezeiten Blockunterricht in Chur in mindestens drei Teilen.

Alle Verbandsvertreter stimmten der ersten und die DBK der zweiten Variante zu.

Im Verlauf der Sitzung erweiterte der DBK-Vertreter des Kantons Zürich die erste Variante mit einer dritten Bedingung: Die Trägerschaft (SVVK und VSVT) hat sich an den Schulkosten mit ca. 350 Franken pro Lehrling und Jahr zu beteiligen. Die Vertreter der Berufsverbände sahen sich ausserstande, ohne Rücksprache mit den Verbänden zu dieser Forderung Stellung zu nehmen. Eine

Verbandsdelegation orientierte in dieser Angelegenheit Bundespräsident Honegger. Das BIGA liess uns im Herbst folgende Mitteilung zukommen.

«Das weitere Vorgehen zur künftigen Regelung wird wie folgt sein:

Variante zwei ist ausgearbeitet und verlangt keine weiteren Modifikationen. Variante eins ist in den Punkten a) und b) unbestritten, und die Frage der Kostenbeteiligung der Verbände oder Lehrbetriebe wird in der kleinen Arbeitsgruppe weiter bearbeitet. Es wird damit gerechnet, dass den Verbänden für die Jahresversammlungen 1983 ein revidiertes Reglement vorgelegt werden kann.»

Bis heute haben wir dazu nichts weiteres erfahren, und von unserer Seite wird selbstverständlicherweise nicht gedrängt. (Bis am 10. August 1983 läuft nun die Vernehmlassung zum neuen Reglement des BIGA, u. w.)

SIA-Honorarordnungen

Vom Zentralverband sind wir eingeladen worden, zu den SIA-Honorarordnungen 104 «Leistungen und Honorare für Forstingenieure» und 110 «Leistungen und Honorare für Raumplaner» Stellung zu nehmen. Zur Ordnung 104 haben wir Änderungen und Vorbehalte angebracht, vor allem dort, wo diese in den Bereich der Kulturtechnik übergreift. Dagegen haben wir zur Ordnung 110 keine Einwände angebracht.

Neues STV-Leitbild

Zu Beginn des Jahres haben 6 und 10 angeschriebene Kollegen spontan und in verdankenswerter Weise zum neuen Entwurf des STV Stellung genommen. Die damit ausgearbeitete Zusammenfassung wurde an die Prospektivgruppe des STV weitergeleitet. Die aus den Sektionen und Fachgruppen eingegangenen Stellungnahmen lagen zum Teil diametral auseinander, was eine Überarbeitung des gesamten Entwurfes bedingte. Dadurch konnte die Delegiertenversammlung 1982 nicht mehr darüber befinden. Die neue Fassung wurde am 24.9.1982 vom Zentralvorstand genehmigt und an die Sektionen und Fachgruppen weitergeleitet.

Prüfungsreglement für Ingenieur-Geometer

Von der Eidg. Vermessungsdirektion sind wir eingeladen worden, zur Revision für Prüfungsreglemente für das Eidg. Patent für Ingenieur-Geometer Stellung zu nehmen. Entsprechend der Bedeutung des Reglementes ist die dafür vorgesehene Zeit bis zum 31. März 1983 kurz. Der Vorstand wird zusammen mit den welschen Kollegen und dem Zentralverband unseren Standpunkt klar formulieren und begründen.

Berufstitel

Der «Beobachter» hat in der Nr. 23/82 die verfängliche Verwendung des Wortes «diplomiert» in den Titeln von ETH- oder HTL-Absolventen aufgegriffen. HTL-Absolventen ist es untersagt, das Wort «diplomiert» dem Titel voranzusetzen, obwohl auch sie ein «Schlussdiplom» bestanden haben. Im Falle des Hochschulabsolventen bedeutet das fehlende «diplomiert» jedoch, dass er das

Studium ohne Diplomabschluss beendet hat. Der Vorstand hat zusammen mit dem Zentralverband mit dem «Beobachter» Kontakt aufgenommen, um weitere Schritte zu koordinieren. Eine Antwort des Schweizerischen Schulrates ist bis heute noch nicht eingegangen.

Ingenieurschule beider Basel

Die vom Technikumsrat geforderten und eingeführten Sparmassnahmen an der Ingenieurschule werfen neue Probleme auf (vgl. dazu den Jahresbericht der IBB in VPK 6/83). Mit der linearen Stundenreduktion wird das vom BIGA vorgeschriebene Pflichtpensum von Lektionen nicht mehr erreicht. Dies könnte zur Folge haben, dass der Schule die Anerkennung als HTL abgesprochen und sie zur Technikerschule degradiert wird. Die Vorstösse des STV bei den Regierungen von Basel-Stadt und Baselland zeigten keinen direkten Erfolg. Der «labile Zustand» wird von den Beteiligten befristet hingenommen, womit keine weiteren Interventionen vorgesehen sind. Aus der Sicht der Vermessungsfachleute besteht aber ein immenses Interesse, dass der Status der Schule gewahrt werden kann.

Weitere Berufsverbände

Unser früherer Präsident hatte zu ändern Verbänden (vor allem SVVK und VSVT) regen Kontakt, wogegen diese Beziehungen derzeit eher locker sind. Der VSVT gelangte mit einer Anfrage zur Lohnerhebung an uns. Der Vorstand sah sich jedoch nicht veranlasst, diese Erhebung zu unterstützen, da die Lohnkategorie IV der Vereinbarung zwischen VSVT und GF SVVK nicht von unserer Fachgruppe aus der Taufe gehoben wurde. Zudem nahmen wir die Gelegenheit wahr, ein altes Vorurteil zur «Patentfrage» abzubauen. Verschiedene HTL-Absolventen im VSVT scheinen nicht zu realisieren, dass mit der Ausarbeitung des Detailkonzeptes der RAV die Aktivitäten der Ingenieure HTL bewusst verlagert wurden.

Ziele der Fachgruppe

Neben der laufenden Bearbeitung von Problemen, die alle Vermessungsfachleute angehen, ist es uns ein Anliegen, unsere spezifischen Berufsinteressen zu wahren. Es liegt uns aber auch viel daran, den Kontakt unter den Mitgliedern, wie auch zu HTL-Absolventen, die noch nicht Mitglied sind, zu fördern.

Wir ersuchen Sie, uns mitzuhelfen, unsere Ziele zu verwirklichen. Ganz besonders sind wir darauf angewiesen, dass jeder einzelne von Ihnen persönlich Mitglieder im Bekanntenkreis wirbt.

Ich danke allen, die sich für die Anliegen der Fachgruppe einsetzen. Ich danke meinen Kollegen im Vorstand, welche sich tatkräftig für das Gedeihen der Fachgruppe einsetzen. Mein Dank gilt auch unserem Redaktor Werner Ulrich für seine Arbeit, indem er mit Fachaufsätzen von Berufskollegen und durch die Berichterstattung über das Verbandsgeschehen für uns Öffentlichkeitsarbeit leistet.

Der Präsident:
Max Arnold

Generalversammlung 1983

Auszug aus dem Protokoll

Die Generalversammlung fand am 29. Januar 1983 im Hotel Römertor in Winterthur statt. Dazu konnte Präsident Max Arnold 43 Mitglieder willkommen heissen. Die Versammlung hiess die Traktandenliste gut, wählte Max Egloff und Niklaus Hengartner als Stimmenzähler und genehmigte das Protokoll der GV 1982 einstimmig.

Jahresrechnung 1982

Die Rechnung 1982 schliesst mit einem geringen Vorschlag von Fr. 1501.- ab. Der Weiterbildungsfonds erreichte dadurch Fr. 5230.-, und auf die neue Rechnung wurden Fr. 11057.- übertragen. Die Versammlung genehmigte die Rechnung 1982 und entlastete den Kassier Kurt Grimm von seinen Verpflichtungen.

Budget 1983

Der Vorstand unterbreitete den Antrag, den Jahresbeitrag für Aktivmitglieder auf Fr. 50.- zu senken und für Passivmitglieder auf Fr. 65.- zu belassen. Die Gegenanträge aus der Versammlung auf Erhöhung der Passivbeiträge drangen nicht durch. Dagegen wurde der Vorstand verpflichtet, für die unbefriedigende Aufteilung in Passiv- und Aktivmitglieder zuhanden der GV 1984 einen Lösungsvorschlag zu unterbreiten. Eine Beitragsreduktion für neu diplomierte Kollegen wurde abgelehnt.

Neu eingeführt wurde ein Taggeld für Aktivmitglieder, die Ferientage für den Verband opfern müssen. Er beträgt für den ganzen Werktag Fr. 80.- und für den halben Fr. 50.-. Beibehalten wurde die Spesenregelung, nach der die Bahnfahrt 1. Klasse und für die Verpflegung Fr. 25.- vergütet wird.

Das Budget 1983 weist danach einen Vorschlag von rund Fr. 1700.- auf. Mit dem Hinweis aus der Versammlung, nicht mit fehlenden Finanzen den Bewegungsspielraum der Aktivitäten einzuengen, wurde das Budget 1983 verabschiedet.

Wahlen

Christian Ledermann wurde für seinen Einsatz im Vorstand mit einem Geschenkband geehrt. Als Nachfolger wurde Jakob Gillmann, 3067 Boll, gewählt. Die übrigen Vorstandsmitglieder wurden mit grossem Applaus bestätigt. Für den zurückgetretenen Rechnungsrevisor Jürg Nufer wurde Peter Mühlebach, 5000 Aarau, gewählt. Delegierte für den STV bleiben René Blanchat und Ruedi Leuenberger.

Zentralverband

Die Registerfrage beschäftigt den Zentralvorstand weiterhin. Für den Fall, dass sich der zwischen BIGA und REG als Voraussetzung für eine Anerkennung der umstrittenen Stiftung vorgesehene öffentlich-rechtliche Vertrag wider Erwarten nicht mehr verhindern liesse, bemüht sich der STV intensiv, das Verbot der Behinderung der freien Berufsausübung der HTL-Absolventen im fraglichen Vertragswerk nochmals ausdrücklich und unmissverständlich festzuhalten. Alsdann wäre klar, dass die Vergebung von Arbeiten der öffentlichen Hand beziehungsweise die Besetzung öffentlicher Stellen nicht von der Eintragung ins Register abhängig gemacht werden darf.

Der Rückgang der Inserateneinnahmen bei der STZ hatte zur Folge, dass das STZ-aktuell in die jeweilige STZ integriert wird. Zudem sind im redaktionellen Teil Abstriche notwendig geworden, wobei die Bedürfnisse der Leser auf gehaltvolle und entsprechend illustrierte Informationen nicht mehr vollumfänglich abgedeckt sind.

Fachzeitschrift VPK

Werner Ulrich orientierte über die Jahresrechnung 1982 und das Budget 1983. Bei einem Rückschlag von Fr. 2034.- verfügt die Zeitschrift per Ende Jahr über ein Kapital von Fr. 77 642.-. Für 1983 sieht das Budget einen Rückschlag von Fr. 7500.- vor. Dies ist mit den gestiegenen Druckkosten und

den stagnierenden Inserateneinnahmen begründet. Die Versammlung nahm von den vorgelegten Zahlen Kenntnis.

Das Fünf-Jahr-Jubiläum der Zeitschrift seit der Neuorganisation war Grund genug, um einen Blick zurück zu werfen. Werner Ulrich berichtete über seine Erfahrungen in seiner Funktion als Mitglied der Redaktion und der Zeitschriftenkommission. Im Spannungsfeld der verschiedensten Ansprüche an die Zeitschrift sei es oft schwierig, der «Doppel-funktion» gerecht zu werden. Einerseits gelte es, für den Leser interessante und verständliche Fachaufsätze einzubringen und andererseits die berufspolitischen Probleme (im weitesten Sinne verstanden) zu artikulieren. Dazu gehören auch Beiträge aus den eigenen Reihen, auch wenn sie die Qualitätsanforderungen für ein Autorenhonorar nicht erreichen...

Die Versammlung bejaht die Mitarbeit der Fachgruppe bei der Zeitschrift und begrüsst den aufgezeigten Weg.

Reform amtliche Vermessung

Karl Schär wurde in das Konsultativorgan der neuen Projektleitung berufen. Er wird für die notwendigen Informationen zwischen der Projektleitung respektive den Experten und der Fachgruppe besorgt sein. Die RAV-Kommission wird ihre Aufgabe aufgrund der definitiven Detailkonzept-Organisation neu formulieren.

Werbung

Die persönlichen Kontakte unter den Berufskollegen sind die beste Werbung für die Fachgruppe. Im direkten Gespräch lassen sich Vorurteile abbauen und die Aufgaben der Fachgruppe leichter erklären. Wichtig ist vor allem der Kontakt zu den jungen Kollegen, die ihre Lern- und Wanderjahre abgeschlossen haben.

Für 1983 gelte darum: Jedes Mitglied der STV-Fachgruppe motiviert einen Kollegen zum Beitritt in unsere Fachgruppe.

Ruedi Leuenberger

KKVA / CSCC

Konferenz der kantonalen Vermessungsämter
Conférence des services cantonaux du cadastre

Informationen aus dem Vorstand

1. Termine

- | | |
|-----------------|--------------------------------------|
| 1./2. September | o. Jahrestagung in Ittingen, Thurgau |
| 3. November | a. o. Konferenz |

2. a. o. Konferenz vom 5. Mai 1983: verschoben auf 9. Juni 1983

Da die Ausarbeitung des neuen Honorartarifes und der Vereinbarung etwas mehr Zeit

beansprucht, hat der Vorstand der KKVA am 31. März in Bern beschlossen, die a. o. Konferenz vom 5. Mai auf den 9. Juni zu verschieben. Kollege B. Allaman wird für die Organisation besorgt sein. Zimmer sind mit der Anmeldung für die GV SVVK bis spätestens 15. Mai zu buchen. Hauptthema der Konferenz wird der Antrag des Vorstandes sein, die Honorartarife 21/23 und die zugehörige Vereinbarung zu genehmigen. Die Unterlagen werden anfangs Mai zugestellt. Weiter sind Orientierungen vorgesehen über allgemeine Vertragsbestimmungen, über eine Checkliste zu Verträgen sowie über die Vernehmlassungen zur vorgesehenen Neuregelung der Ingenieur-Geometer-Ausbildung.

3. o. Jahrestagung vom 1./2. September 1983 in der Kartause Ittingen, Thurgau

Kollege E. Rickenmann hat mit seinen Mitarbeitern ein interessantes Programm zusam-

gestellt. Die Einladungen werden in der zweiten Maihälfte versandt. Die Preise für die Tagungskarte werden sich etwa im gleichen Rahmen wie 1982 halten. Für den 1. September sind am Vormittag zwei Referate geplant, nämlich über den Kanton Thurgau und seine Vermessung und eine Einführung in das Thema der November-Tagung, nämlich: «Nachführung und Erneuerung in der Parzellarvermessung.» Am Nachmittag werden die geschäftlichen Traktanden behandelt.

4. a. o. Konferenz vom 2. November 1983

Der Vorstand hat beschlossen, auch dieses Jahr im November eine Arbeitstagung durchzuführen. Eine Arbeitsgruppe unter Leitung der V+D hat dazu bereits ein Arbeitspapier vorgelegt, das an der o. Konferenz vorgestellt wird. Der Tagungsort ist noch nicht bestimmt.